

Gilbert Achcar et le génocide annoncé à Gaza

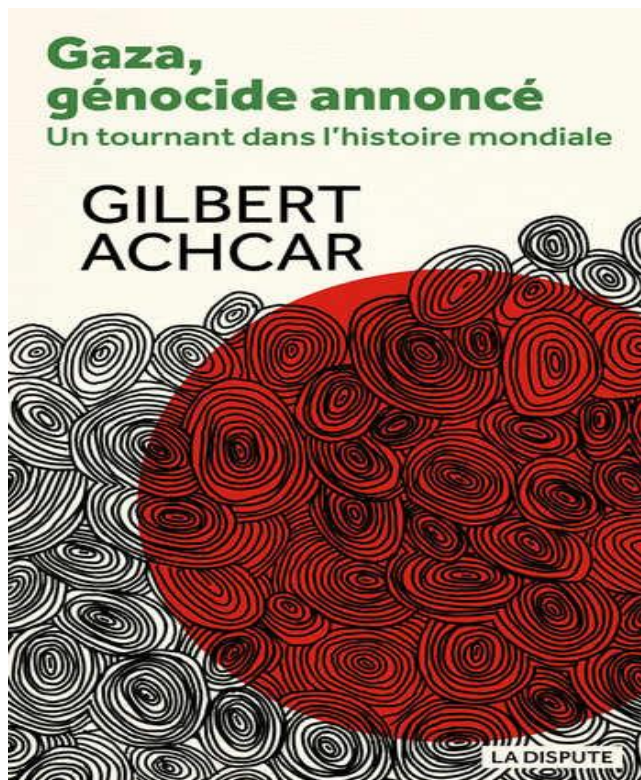
Enzo Tresso RP

Dans "Gaza, génocide annoncé", son dernier ouvrage qui vient d'être publié à La Dispute, Gilbert Achcar, universitaire et spécialiste du Proche et Moyen-Orient, défend l'idée selon laquelle le massacre généralisé et les destructions à Gaza marquent un « tournant dans l'histoire mondiale », qui force à repenser la question de la libération palestinienne.

[Gilbert Achcar, Gaza, génocide annoncé : un tournant dans l'histoire mondiale, La Dispute, 2025](#)

S'il retrace brillamment les racines du génocide annoncé des Palestiniens dans le projet sioniste et dans le déclin de l'hégémonie étatsunienne et ses conséquences sur l'ordre international, ce sont les débats stratégiques et les bilans critiques de la politique menée par les directions palestiniennes qui font la force du dernier livre de Gilbert Achcar. La guerre génocidaire que mène l'armée israélienne à Gaza marque un tournant si catastrophique dans l'histoire de la lutte palestinienne qu'elle nous impose de réfléchir, du mieux que nous pouvons, aux moyens d'y mettre un terme. « *Face à cette catastrophe imminente, une révision radicale de la stratégie de libération palestinienne est nécessaire* », affirme Gilbert Achcar.

L'auteur dresse en effet un bilan très sévère de la politique du Hamas. Pour Achcar, les attaques du 7 octobre représentent « *le mauvais calcul le plus catastrophique de l'histoire de la lutte anticoloniale* [1] ». Pour l'auteur, elles sont la conséquence d'une orientation stratégique défailante qui a consisté à militariser à outrance le processus révolutionnaire palestinien, au détriment de la « *mobilisation populaire de masse* ».



Militarisation et piège stratégique

Au-delà du parti fondamentaliste, c'est l'ensemble des composantes du mouvement palestinien qui s'est enfermé dans un piège stratégique : *« Il n'est pas possible de vaincre Israël militairement depuis l'extérieur. Ce n'est pas possible sur le plan de l'armement conventionnel, car Israël est beaucoup plus puissant sur ce plan que l'ensemble des États arabes environnants – sans compter que ceux-ci ne sont pas du tout disposés à affronter Israël, et je ne parle pas seulement de l'Égypte ou de la Jordanie, mais également de la Syrie [2] ».*

Faisant référence à la « guerre populaire » des directions maoïstes ou guérilléristes, Achcar souligne qu'une telle stratégie ne peut que limiter la marge de manœuvre des Palestiniens. D'une part, elle empêche selon l'auteur, l'émergence d'un mouvement de masse, comme en mai 2021 où la stratégie militariste du Hamas a rapidement mis un terme à un nouveau soulèvement populaire : *« Avant le 7 octobre, l'illustration la plus claire du caractère contre-productif de la stratégie violente du Hamas est ce qui s'était passé en mai 2021, lorsque l'action du mouvement fit avorter "l'Intifada de l'unité" qui venait de débiter à Jérusalem le 6 de ce mois et qui s'était rapidement propagée à la Cisjordanie et même aux citoyens palestiniens d'Israël au cours des jours suivants. [Après avoir adressé un ultimatum à Israël, le 10 mai], le soir même, le Hamas et le Jihad islamique commencèrent à lancer des roquettes sur le territoire israélien. La réponse d'Israël fut rapide et brutale. Plus spécifiquement, cette action vit avorter l'Intifada naissante et démobilisa les jeunes Palestiniens qui l'avaient déclenchée [3] ».*

En deuxième lieu, la stratégie militariste empêche le mouvement palestinien, selon Achcar, d'agir sur la société israélienne de l'intérieur dont une frange doit se détacher et lutter contre son propre gouvernement. Cependant, comme il le note, *« nous voyons un très haut degré de cohésion et d'unanimité parmi les Israéliens au sujet de cette agression qui est la plus féroce*

et brutale de leur histoire [4] », c'est-à-dire l'offensive que menait alors Israël à Gaza, une secousse annonciatrice du génocide en cours.

De fait, la radicalisation de la société israélienne, qui soutient majoritairement l'élimination physique des Palestiniens, rend une telle alliance plus qu'improbable. À l'exception de quelques milliers de militants qui refusent le service militaire et dénoncent les crimes de l'État colonial, l'immense majorité des classes populaires israéliennes – exception faite des Palestiniens d'Israël – dépend des bénéfices de la colonisation pour vivre, recevant des logements volés aux Palestiniens et touchant des allocations pour s'installer dans les nouvelles colonies [5]. Rien ne dit donc qu'un mouvement de masse pourrait rouvrir des brèches au sein de la société israélienne, à l'instar de ce qui s'était produit lors de la Première Intifada. Il semble plutôt que la société israélienne est vouée à connaître de « *nouveaux glissements vers la droite* » à mesure que les opérations génocidaires s'accroissent.

Le plaidoyer d'Achcar en faveur de la lutte de masse est beaucoup plus convaincant dans le cas des rapports entre le mouvement palestinien et les États arabes. En donnant au processus de libération une dimension uniquement militaire, les directions palestiniennes doivent chercher un soutien financier et logistique auprès de régimes aussi traîtres que réactionnaires, qui répriment leur propre peuple. Dans une situation de dépendance, les directions palestiniennes deviennent alors les jouets des États réactionnaires de la région qui l'utilisent comme une monnaie d'échange dans leurs négociations avec l'impérialisme ou les répriment violemment lorsqu'elles ne satisfont plus leurs intérêts. Il appelle donc à dépasser cette stratégie et à renouer avec le « trésor perdu », pour paraphraser Arendt, de la politique palestinienne, c'est-à-dire sa dimension régionale.

Le « trésor perdu » de la politique palestinienne

Achcar propose de revenir « *aux axiomes qui semblaient évidents par le passé, à l'époque de l'hégémonie politique du mouvement nationaliste arabe en général et du nassérisme en particulier dans l'ensemble de la nation arabe. La vérité évidente, oubliée depuis lors, est que la lutte palestinienne ne peut remporter la victoire en étant isolée de l'arrière-pays arabe et qu'elle n'a aucune perspective à moins d'agir comme fer de lance de toute lutte de libération arabe [6] »*. Si l'exemple du nassérisme pourrait se discuter, Achcar se réfère surtout à la stratégie du FPLP et à la nécessité de *régionaliser* la révolution palestinienne :

L'expression la plus précise de cette prise de conscience est peut-être l'idée exprimée par le Dr Georges Habache pendant la lutte en Jordanie, selon laquelle la révolution palestinienne doit avoir un Hanoï, à l'image de ce dont disposait la révolution vietnamienne dans sa lutte héroïque pour libérer la partie sud occupée de sa patrie. Le Dr Habache vit qu'il était nécessaire de commencer par transformer Amman en un Hanoï arabe afin que la lutte pour libérer la Palestine occidentale puisse trouver sa nécessaire base arrière. De la tenaille arabo-israélienne imposée au peuple palestinien, le régime jordanien constitue la mâchoire la plus faible en raison de la composition démographique du royaume hachémite, où il y a une majorité de Palestiniens [7].

À la fin des années 60, l'OLP et les factions de gauche du mouvement palestinien avaient fait de la Jordanie leur quartier général, jusqu'à administrer une partie d'Amman. Une situation intolérable pour la monarchie jordanienne, qui avait négocié avec Israël le partage de la Palestine en 1948, et chassa par la force les Palestiniens du pays avec une répression féroce lors des événements de Septembre noir, en 1970. À cette époque, Hawatmeh, leader du FDLP,

jugeait que les factions palestiniennes avaient imposé une situation de « *quasi-double pouvoir* » face à la monarchie et critiquait Arafat pour avoir refusé de prendre le pouvoir avant le début de la contre-révolution hachémite [8].

Toutefois, il semble qu'Achcar ménage ici le FPLP qui, en dépit d'une orientation plus socialisante, a participé à cette dynamique de militarisation de la révolution tout en la bornant dans le cadre étroit d'une révolution purement démocratique, rejetant les méthodes de la lutte de classes qui ont pourtant joué un rôle crucial dès la Grande Révolte arabe de 1936, au profit de la guérilla. Comme l'écrivait le FPLP dans son manifeste, « *La phase que les peuples traversent pour l'instant est celle de la libération nationale, de la révolution nationale démocratique, et ce, en dépit des changements de classe et économiques qui ont eu lieu en Egypte, en Syrie, en Algérie et en Irak dans la direction de la transformation socialiste.* » [9]. De plus, le parti n'a jamais considéré sérieusement l'hypothèse d'une révolution régionale et a maquillé son association avec les régimes arabes en posant une distinction cosmétique entre les « *les forces réactionnaires et les régimes qui les représentent* », qu'il fallait combattre, et « *les régimes nationaux où la petite bourgeoisie occupera le sommet de la pyramide du pouvoir* » [10], avec lesquels il était possible de s'allier. Si, en 1969, le FDLP scissionnait précisément sur cette question, il n'a pas rompu dans les faits avec cette même stratégie. Le bilan que l'organisation tire de l'alignement derrière les États réactionnaires arabes est toutefois intéressant :

Les Palestiniens réactionnaires avancent ce slogan de “non-interférence dans les affaires internes des États arabes”. Tous les groupes du mouvement de résistance, y compris le FPLP, se sont accommodés de ce slogan démagogique et réactionnaire qu'ils ont interprété comme “non-interférence dans les positions des États arabes vis-à-vis du problème palestinien”. [...] Le mouvement de résistance n'a pas forcément à se substituer au mouvement de libération dans ces pays arabes, mais il a la responsabilité de critiquer ouvertement les positions des gouvernements arabes au sujet du problème palestinien et de porter des accusations contre ceux qui sont responsables de la défaite [11].

De ce point de vue, les élaborations les plus intéressantes au sujet de la nécessité d'une révolution régionale viennent de certains groupes dissidents, ralliés à un marxisme antistalinien et parfois proche du trotskysme, qui se sont formés dans cet éphémère âge d'or du marxisme arabe qui court de l'échec de la Guerre des Six Jours en 1967 au début de la guerre civile libanaise en 1974. On pense ici aux trotskystes du Matzpen et à Jabra Nicola [12], mais également aux groupes libanais comme l'*Organisation socialiste au Liban* ou *Liban Socialiste* [13], premiers traducteurs de Trotsky en arabe et partisans d'un marxisme antistalinien.

Ces deux organisations jugeaient que le processus révolutionnaire au Liban avait devant lui d'importantes tâches démocratiques que la bourgeoisie était cependant incapable de réaliser. Mais l'existence d'un capitalisme très déformé et la division confessionnelle, legs de l'impérialisme français, empêchait l'émergence d'une classe ouvrière, voire d'un sentiment populaire homogène.

Dans ces conditions, ils militaient pour faire jonction avec les factions palestiniennes exilées de Jordanie au Liban, dont la présence unifierait contre elles les bourgeoisies sectaires, montrant la fonction de classe des divisions confessionnelles. Comme l'expliquait Waddah Charara en 1969, avant de renoncer quelques années plus tard à cette perspective, « *le conflit ne se déroule pas sur un niveau interne fermé. Le facteur qui est en train d'exploser n'est pas*

“libanais” ... Il est bien plus large et il extirpera le conflit de sa “libanité” – à savoir, de sa spécificité et, ainsi, de sa nature sectaire – pour le localiser au niveau de la région entière » [14]. Il faudrait citer ici d’autres organisations dont les positions permettent de repenser l’horizon stratégique de la révolution palestinienne et au Moyen-Orient, mais ces premiers éléments permettent déjà de renouer certains fils de continuité avec les traditions politiques du mouvement palestinien, rompus par la violence abjecte de la colonisation et l’errance de directions très bureaucratisées.

La centralité de la Jordanie et l’impasse d’une solution à deux États « élargie »

Pour Achcar, la Jordanie occupe une place centrale dans cette lutte régionale : « Une nouvelle fusion de la Cisjordanie avec la Jordanie serait certainement dans l’intérêt des Palestiniens, car le soi-disant État indépendant en Cisjordanie et à Gaza n’a pas de sens. Sur cette question, je suis entièrement d’accord avec ceux qui critiquent la solution des deux États : un soi-disant État indépendant n’a pas de sens en Cisjordanie s’il devait être pris en otage entre Israël et la Jordanie comme entre l’enclume et le marteau. Le peuple palestinien a donc besoin pour respirer du débouché constitué par la Jordanie, sans parler des continuités humaines et familiales qui existent entre les deux rives du Jourdain [15] ».

Il va de soi qu’Achcar ne défend pas ici le récit ultra-réactionnaire d’Israël selon lequel la Jordanie pourrait servir de terre de substitution au peuple palestinien et sur laquelle il pourrait être déporté, comme le propose Trump. Il souligne plutôt que la Jordanie est une création artificielle de l’impérialisme : d’abord incluse dans la Palestine mandataire, les Britanniques y établissent en 1921 l’Emirat de Transjordanie sous l’autorité formelle du roi Abdallah, frère du roi Fayçal, chassé de Syrie par les troupes françaises. Après son indépendance et, surtout, la Nakba, la Jordanie accueille des centaines de milliers de Palestiniens, exilés de force par Israël. Plus de la moitié de la population y est d’origine palestinienne tandis que le pays accueille près de deux millions de réfugiés palestiniens selon l’UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient). Dans ces conditions, un soulèvement populaire en Jordanie contre le roi Abdallah II, pourrait facilement s’étendre à la Cisjordanie et briser le contrôle israélien à la frontière, ouvrant la voie à l’unification des deux territoires et marquer l’entrée dans une nouvelle étape de la lutte pour la libération de la Palestine.

Pour Achcar, critique du « *maximalisme religieux* » et du « *maximalisme nationaliste* », la création d’un État à cheval sur les deux territoires constitue un objectif réaliste. Achcar défend en effet une forme de solution à deux États élargie et de nature transitoire qu’il oppose à celle de l’OLP : « *Ce qui manque, en revanche, c’est une évaluation réaliste des conditions prises en compte dans l’élaboration d’une stratégie. Non pas une stratégie de capitulation au nom du “réalisme”, bien entendu, comme celle de l’OLP – je veux dire de l’Autorité palestinienne, Arafat et maintenant Mahmoud Abbas -, mais une stratégie de résistance et de libération, de résistance populaire, pour imposer à Israël tout objectif stratégique possible dans les conditions existantes [16] ».*

Cette orientation – bien que plus radicale – rappelle celle adoptée par le FPLP lors de ses sixième et septième congrès, en 2000 et en 2014. S’il défend la construction d’un « *État démocratique* » (*dawla dimûkrâtiyya*) sur l’ensemble de la Palestine historique [17], le parti considère désormais que « *la Déclaration d’indépendance d’un État palestinien sur les*

Territoires occupés de 1967 est un moyen de continuer la lutte de résistance contre les politiques d'occupation. C'est une solution transitionnelle pour réaliser cet objectif stratégique qui est d'établir l'État démocratique de Palestine [18] ». Dans les faits, cette « solution transitoire » s'est imposée comme l'unique solution, d'où la nécessité de se méfier de la rhétorique de la transition lorsqu'elle est utilisée ainsi et de rétablir plus fermement la ligne de démarcation entre « tactique » et « stratégie ».

Indéniablement, un processus révolutionnaire en Jordanie et la fusion avec la Cisjordanie constituerait un point d'appui tactique très important, mais en en faisant une « solution transitionnelle », on risque de limiter d'avance les tâches que doit se fixer le mouvement palestinien. De fait, un processus révolutionnaire en Jordanie pourrait rapidement se propager à l'Égypte, par exemple, une extension qu'une définition trop rigide pourrait limiter. En outre, même une formulation *élargie* de la solution à deux États demeure empêtrée dans de redoutables contradictions : il est impossible pour un État palestinien, même élargi à la Jordanie, de survivre à côté d'un État israélien, fort de l'arme nucléaire, dont la cohésion interne dépend structurellement de la colonisation. D'autant qu'une telle solution laisse totalement de côté la question de Gaza. Dans ce contexte, la solution à un État démocratique, au sein duquel juifs, arabes, druzes et chrétiens pourraient vivre en harmonie, demeure la seule perspective viable. Une solution qui dépend de la mobilisation des travailleurs et des classes populaires de la région, bien-au-delà de la Jordanie.

À l'heure la plus sombre peut-être de l'histoire palestinienne, une rupture stratégique fondamentale est à l'ordre du jour : les Palestiniens jouissent d'une autorité politique et morale sans précédent au Moyen-Orient. À intervenir dans « *les affaires internes des États arabes* », ils pourraient devenir une force hégémonique en capacité d'intervenir dans l'ensemble des luttes sociales et démocratiques contre des régimes réactionnaires qui collaborent avec Israël [19]. Cette « *hégémonie palestinienne* » pourrait commencer par la Jordanie, mais elle doit aller beaucoup plus loin. La mobilisation des peuples du Proche et Moyen-Orient pourrait donner corps à la solution à un État démocratique qui serait ainsi intégré dans une fédération d'États socialistes et ouvriers du Moyen-Orient, au sein de laquelle les huit millions d'Israéliens auraient toute leur place, s'ils renonçaient à l'idéologie coloniale de l'État d'Israël et acceptaient le principe de l'égalité politique totale de l'ensemble des habitants de la région.

[VOIR TOUS LES ARTICLES DE CETTE ÉDITION](#)

NOTES DE BAS DE PAGE

[1] Gilbert Achcar, *Gaza, génocide annoncé : un tournant dans l'histoire mondiale*, Paris, La Dispute, 2025, p. 34.

[2] *Ibid.*, p. 143-144.

[3] *Ibid.*, p. 29-30.

[4] *Ibid.*, p. 144.

[5] Danny Gutwein, « Some Comments on the Class Foundations of the Occupation »,

Monthly Review, Juin 2006, originellement publié dans *Teoria ve-Bikoret*, n°24, 2004, p. 203-211.

[6] Gilbert Achcar, *Gaza, génocide annoncé : un tournant dans l'histoire mondiale*, p. 28.

[7] *Ibid.*

[8] Alain Gresh, « Mémoire d'un septembre noir », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2020.

[9] Front populaire de libération de la Palestine, *Stratégie pour la libération de la Palestine*, Paris, Éditions en langues étrangères, 2022, p. 95.

[10] FPLP, *op.cit.*, p. 111.

[11] Front Populaire Démocratique de Libération de la Palestine, « The political report of the Popular Front for the Liberation of Palestine », août 1968, brochure en anglais diffusée par des réseaux de solidarité, p. 161.

[12] Enzo Tresso, « Jabra Nicola : une stratégie trotskyste pour la Palestine », *RP Dimanche*, 25 novembre 2023.

[13] Fadi A. Bardawil, *Revolution and disenchantment : Arab Marxism and the binds of emancipation*, Durham, Duke University Press, 2020.

[14] « Al-Muqawamatan : Al-Lubnaniyya w-al-Filastiniyya », [« The Two Resistances : The Palestinian and the Lebanese »], *Liban Socialiste*, 16 septembre 1969.

[15] Gilbert Achcar, *Gaza, génocide annoncé : un tournant dans l'histoire mondiale*, p. 145-146.

[16] *Ibid.*, p. 143.

[17] Nicolas Dot-Pouillard, *La mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien, 1993-2016*, Paris, Actes sud, 2016, p. 59-60.

[18] FPLP, *Towards a New Political Vision. The Sixth National Conference*, juillet 2000.

[19] Joseph Daher, *Gaza : un génocide en cours : Palestine, Proche-Orient et internationalisme*, Paris, Syllepse, 2025, p. 141-142.